

# Le PNDES, source d'espoirs !

● En 2017, le gouvernement burkinabè table sur une croissance de 8,37%. Le pays espère enfin se remettre sur les rails après la crise politique de 2014 grâce au nouveau Plan national de développement économique et social (PNDES).

**A** L'année 2017 sera-t-elle celle de la relance de l'activité économique au Burkina Faso ? Tout porte à le croire tant les indicateurs annoncés par le gouvernement semblent positifs. En effet, l'État du Faso table sur une croissance du Produit intérieur brut (PIB) de 8,37% en 2017 contre 4% en 2015 et de 5,2% attendue en 2016. Parallèlement, le taux de pression fiscale devrait passer de 15,87% en 2016 à 16,75% en 2017. Les priorités de l'exercice 2017 ont été définies sur la base des objectifs fixés dans le Plan national de développement économique et social (PNDES) et prennent en compte les implications tirées de l'analyse de l'environnement économique et social. Elles s'articulent autour des trois axes stratégiques, à savoir réformer les institutions et moderniser l'administration, développer le capital humain et dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et l'emploi.

## 28 milliards d'euros

Ces prospections favorables interviennent à l'heure où le pays a réussi à mobiliser près de 28 milliards d'euros (soit 18.500 milliards de francs CFA) dans le cadre de la Conférence des partenaires pour le financement de son Programme national de développement économique et social (PNDES 2016-2020) PNDES. Cet événement s'est tenu à Paris les 7



PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Croissance PIB (%)	4,0	4,0	5,4	5,9
Inflation (moyenne annuelle)	-0,3	0,9	1,6	2,0
Solde budgétaire* / PIB (%)	-6,1	-5,8	-6,9	-7,5
Solde courant / PIB (%)	-8,0	-6,4	-6,0	-5,0
Dette publique / PIB (%)	30,2	32,8	36,3	36,3

SOURCE : COFACE

et 8 décembre 2016. Les partenaires du secteur public ont annoncé un montant de 12,2 milliards d'euros alors que les 80 projets structurants (énergie, infrastructures, TIC, etc.) présentés aux opérateurs économiques ont recueilli des engagements d'un montant d'environ 16 milliards d'euros.

## Code minier

Il est à noter que la croissance burkinabè a été pénalisée en 2014 et 2015 par la chute des prix des matières premières. Elle provient en

effet essentiellement de la production de l'or et du coton, représentant plus de 80% des recettes d'exportations. Le nouveau Code minier adopté en juin 2015 clarifie la réglementation du secteur et permet la création d'un fond affectant 20% des redevances collectées par l'État sur les produits de l'extraction minière et 1% du chiffre d'affaire des sociétés minières à des plans locaux de développement. Le secteur cotonnier devrait aussi rester dynamique grâce à l'amélioration de la productivité par le recours accru à la mécanisa-

tion, le développement de l'irrigation et l'introduction de semences génétiquement modifiées plus résistantes à la sécheresse et aux parasites (la culture d'OGM est à l'origine de 80% de la production de coton du pays). La création de trois pôles de croissance après la réussite de celui de Bagré devrait permettre de lancer de nouvelles activités favorisant la diversification de l'économie et d'attirer des investissements.

### **Electricité**

Néanmoins, le manque d'infrastructures pénalisera toujours l'activité notamment en raison d'une production et d'une distribution d'électricité très restreintes. La poursuite des investissements publics, soutenus par les nombreux projets de la Banque mondiale devrait en partie s'atteler à la réhabilitation et l'extension du réseau électrique. La stabilisation de la situation politique devrait favoriser un retour progressif des investissements privés. ●